CONFÉRENCE FRANCO-BRITANNIQUE CANTERBURY (ROYAUME-UNI), 10-14 avril 1981

Du 10 au 14 avril 1981, a eu lieu à Canterbury (Kent), dans les locaux de Christ Church College, une conférence franco-britannique sur les bibliothèques, la première du genre, organisée conjointement par la Library Association (Comité de Londres et des comtés du Sud-est) et l'Association de l'École nationale supérieure de bibliothécaires. Deux thèmes avaient été retenus : les réseaux automatisés et l'audio-visuel.

Dix-huit bibliothécaires français et vingt et un britanniques, venant de tous les types de bibliothèques, avaient fait le déplacement de Canterbury. La première soirée, après l'accueil officiel des délégués par les organisateurs, a été consacrée à une visite de la Bibliothèque du Collège, qui contient plus de 75 000 volumes, ainsi que de nombreux documents audiovisuels (cassettes, vidéo-cassettes, diapositives) et possède un mini-ordinateur. Le Collège, fondé en 1962 par l'Église d'Angleterre, formant des enseignants, plusieurs collections spécialisées ont été constituées, l'une d'elles, la « Teaching practice library » (collection pédagogique), comprenant 15 000 méthodes d'enseignement, manuels scolaires et documents annexes.

La journée du samedi 11 avril était articulée autour du thème des réseaux. Barry Mahon, le premier intervenant, exposa très clairement dans sa communication les grands traits du réseau européen Euronet Diane (Direct information access network for Europe : Réseau européen d'accès direct à l'information). Il présenta d'abord les raisons du développement de l'information en conversationnel qui tiennent d'abord à l'explosion documentaire : de plus en plus d'informations sont produites chaque jour dans le monde entier : c'est ainsi que PASCAL enregistre plus de 500 000 nouvelles entrées par an et que le système de recherche de l'information de l'Agence spatiale européenne possède plus de 16 millions de références. Le besoin d'être bien informé est aussi une des motivations essentielles dans le développement de l'information en conversationnel, la société de concurrence dans laquelle nous vivons exigeant de ses chercheurs des résultats rapides et productifs. Enfin, préoccupation essentielle, l'information automatisée est bien meilleur marché que l'information manuelle : à la société anglaise ICI (Imperial Chemical Industries), là où on réalisait 1 851 recherches manuelles, le recours à l'informatique permet dans le même temps d'en traiter 2 591, pour un coût unitaire de £21.50 contre £26.68 dans le cas d'une recherche non automa-

tisée, où les frais de main-d'œuvre sont bien sûr considérables. B. Mahon résuma ensuite les avantages et les inconvénients de l'information automatisée : parmi les avantages, les économies de temps et d'argent, la possibilité d'effectuer des recherches complexes sur des fichiers très importants, des résultats fiables, et la faculté de n'acheter l'information que lorsqu'elle est nécessaire. Les inconvénients, malgré tout, ne sont pas négligeables : la documentation recensée est relativement récente et rarement antérieure à 1970 ; les différents sujets ne sont pas tous aussi bien couverts ; certaines bases de données se recoupent ; les systèmes ne sont pas toujours disponibles ; enfin, les coûts sont visibles et les investissements en équipements peuvent être très lourds.

On passa ensuite à l'étude d'Euronet-Diane, dont la création est due à la volonté politique de la Commission économique européenne (CEE), soucieuse de ne pas laisser l'industrie de l'information aux mains des Américains. La première étape dans la jeune histoire d'Euronet est l'approbation, en 1971, par le Conseil des ministres, d'une série de mesures destinées à créer un réseau d'information scientifique et technique, et la formation d'un Comité pour l'information scientifique et technologique (CIDST), le but du Conseil étant de coordonner les activités des États-membres et de mettre à la disposition des chercheurs européens la documentation scientifique, technique, économique et sociale, par les méthodes les plus modernes et dans les meilleures conditions de rapidité et de coût.

Le premier plan d'action, couvrant les années 1975-1977, fut adopté le 18 mars 1975 : il autorisait la Commission des Communautés Européennes à créer un réseau international de transmission des données, couvrant tous les États-membres, sous le nom d'Euronet. Le plan prévoyait aussi la création de nouvelles bases de données et un accès plus facile aux grandes sources d'information. Pour atteindre ces objectifs, le plan appelait les différentes parties prenantes à coopérer activement : serveurs, producteurs de bases de données, Postes et télécommunications, utilisateurs CEE et CIDST.

En décembre 1975, l'administration française des PTT, représentant les neuf administrations, signa un contrat avec la CEE pour la mise en place du réseau. L'étape suivante fut la signature, en juin 1977, d'un contrat entre les PTT et un consortium de sociétés européennes de logiciel, dirigées par les

sociétés SESA (France) et LOGICA (Royaume-Uni), pour le fonctionnement du réseau devant utiliser la technologie du réseau français TRANSPAC.

Le second plan d'action, pour les années 1978-1980, définissait trois objectifs principaux :

1. Transformer Euronet en un réseau public opérationnel de transmission de données.
2. Créer un « marché commun » de l'information scientifique et technique.
3. Améliorer les services d'information par le développement de la technologie et de la méthodologie, en insistant sur les services devant être reliés à Euronet.

Les essais commencèrent avec les serveurs et les utilisateurs en novembre 1979, et le 31 mars 1980, Euronet devint, enfin, commercialement opérationnel.

Les partenaires d'Euronet-Diane sont d'abord :

— Les administrations nationales des Postes et télécommunications, chargées de mettre à disposition les réseaux de télécommunication et responsables en particulier du fonctionnement du réseau, de l'identification des utilisateurs et de la communication des tarifs.

— La Commission des Communautés Européennes, à Luxembourg, responsable de la gestion globale du réseau, notamment :

+ du financement du réseau et des interconnexions, des bases de données européennes, du langage de commande commun.

+ de la coordination des serveurs européens, des utilisateurs d'Euronet, des négociations avec les Postes et télécommunications.

+ du soutien technique.

— Les serveurs, qui fournissent de l'information à partir des bases et banques de données et offrent un service de diffusion sélective de l'information (SDI).

Les utilisateurs des serveurs sont tous traités pareillement, conformément à un « code de conduite », et bénéficient du libre choix des services mis à leur disposition : bases de données, tarifs, services auxiliaires.

L'équipe de lancement d'Euronet-Diane, en plus de l'assistance aux utilisateurs, s'occupe du *marketing* et de la formation (promotion du réseau, participation aux expositions, cours de formation à l'intention des professionnels), et gère le service d'information (renseignements divers, assistance immédiate, diffusion).

Aujourd'hui, Euronet-Diane permet l'accès à 259 bases de données, le nombre des serveurs s'élevant à 26, chiffres en progression constante ; les utilisateurs sont répartis dans toute l'Europe : Belgique, Danemark, France, Allemagne fédérale, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse. L'objectif que s'est fixé Euronet-Diane pour la fin 1981, est d'arriver à 6-8 000 utilisateurs et 30-35 serveurs.

Barry Mahon conclut son intervention par l'évaluation des coûts (en francs belges) :

- + Frais de télécommunications (liaison avec Euronet et le serveur) = 260 FB/heure.
- + Tarifs du serveur et de la base de données = 700-3 500 FB/heure.
- + Investissement en matériel (terminal) = 75 000 FB et plus.
- + Abonnement aux Postes et télécommunications :

NUI = 2 400 FB/an.

MODEM = 22 800 FB/an.

La deuxième communication de la journée était consacrée aux réseaux de bibliothèques du Royaume-Uni. Jean Plaister, directrice de LASER (Réseau régional de Londres et du Sud-est), évoqua d'abord l'historique des réseaux britanniques. Le concept de réseau n'y est pas nouveau puisque le prêt interbibliothèques en Grande-Bretagne a été longtemps organisé sous forme de réseau à fonctionnement manuel. Le principe d'origine, formulé dans les années 20, était fondé sur l'organisation en régions coiffées par une Bibliothèque centrale nationale, chaque région possédant un catalogue collectif et envoyant les fiches correspondant aux nouvelles entrées au Catalogue collectif de la Bibliothèque centrale nationale. Le fonctionnement de ce réseau s'est révélé très lourd avec les années et est devenu presque impossible en raison de la hausse constante des frais de personnel et du développement des acquisitions dans les années 50. L'utilisation des ordinateurs a toutefois bouleversé les données et conféré une nouvelle dimension à la coopération inter-bibliothèques.

L'emploi actuel de l'expression « réseau de bibliothèques » implique l'utilisation partagée de bases de données informatisées reliées par le réseau des télécommunications.

L'utilisation des réseaux peut recouvrir :

- a) les services informatisés fournis par les réseaux coopératifs pour le catalogage, les acquisitions, le contrôle des prêts ;
- b) la recherche bibliographique en conversationnel sur les bases de données MARC ou autres ;
- c) la recherche d'informations par l'interrogation en conversationnel de bases de données ;
- d) les prêts inter-bibliothèques ;
- e) l'interrogation des banques de données telles que Prestel.

Jean Plaister évoqua ensuite le rapport de la Commission parlementaire sur le « stockage et la recherche d'informations dans les bibliothèques britanniques » où l'on peut lire :

« Le nombre total des transactions dans tout le Royaume-Uni est considérable : elles peuvent concerner les commandes, le catalogage, les prêts, les prêts inter-bibliothèques, la recherche, etc. Si une proportion croissante de ces transactions doit impliquer le recours à la télématique, il est indispensable de mettre en place un réseau élec-

tronique organisé qui puisse créer les informations relatives à ces transactions, les transmettre, les recevoir et les traiter. On a envisagé aux États-Unis la possibilité d'utiliser ce réseau pour transmettre des notices bibliographiques, localiser les documents dans les bibliothèques ou chez les éditeurs, transmettre les demandes et les enregistrements de prêts, les commandes, les références stockées dans les banques de données, les textes, et toute une série d'informations administratives et statistiques. »

La nécessité de créer des réseaux automatisés semble donc s'imposer en Grande-Bretagne où l'on manque malheureusement d'expérience en la matière et c'est pourquoi les Britanniques auraient grand intérêt à profiter de l'expérience des USA. La Directrice de LASER évoqua ensuite longuement la situation américaine : c'est pour répondre au besoin d'un organisme coordinateur mais aussi pour définir plus précisément le rôle joué par la Bibliothèque du Congrès dans le développement d'un réseau national et permettre une participation plus active de celle-ci dans l'organisation des réseaux que le Directeur de la Bibliothèque du Congrès a créé en 1976 le Bureau de développement des réseaux.

La même année, les responsables de plusieurs organismes reliés à des réseaux furent invités par le sous-directeur de la Bibliothèque du Congrès à une réunion où l'on examina les possibilités de coopération en vue de la constitution d'un réseau national cohérent. A la fin de la première réunion, les participants décidèrent de se réunir à nouveau et le groupe prit plus tard le nom de « Comité consultatif sur les réseaux ». Ce comité a rédigé un document de travail intitulé : « Vers un réseau national de bibliothèques et services de documentation : la bibliothèque comme élément bibliographique ». Le document recommandait la formation d'un réseau coordonnant les départements opérationnels de la Bibliothèque du Congrès aussi bien que ses agences, et la constitution d'une équipe spéciale formée de personnel technique issu des réseaux automatisés afin d'élaborer un projet de réseau. Cette équipe spéciale, qui a pris le nom de Commission technique de planification des réseaux (NTAG), a pour principal objectif l'élaboration de l'interconnexion des services bibliographiques en vue de partager les données bibliographiques, les localisations et les éléments d'autorité pour toutes les fonctions qui peuvent s'avérer nécessaires (acquisitions, catalogage, prêt inter-bibliothèques, référence, etc.).

Les activités des organismes qui s'occupent aux États-Unis du développement des réseaux sont financées en grande partie par l'Office de financement des bibliothèques, organisme sans but lucratif, alimenté par plusieurs grandes fondations, qui finance les recherches sur les bibliothèques (Council on library resources).

Le plan de développement des réseaux, étalé sur 5 ans, qui a été élaboré par l'Office de financement des bibliothèques à partir de l'avant-projet évoqué précédemment (« Vers un réseau national

de bibliothèques et services de documentation »), a un budget de 6 millions de dollars.

Le financement par de grandes fondations est un phénomène typiquement américain, et il est difficile d'imaginer qui pourrait fournir de telles sommes au Royaume-Uni, l'expérience américaine ayant montré que la création de réseaux est loin d'être bon marché.

Au Royaume-Uni comme aux USA, ce sont les organismes spécialisés dans les services automatisés de catalogage partagé, d'acquisition, de contrôle des prêts et de prêt inter-bibliothèques, qui ont perçu la nécessité d'une coordination plus poussée afin de retirer le maximum d'avantages de l'utilisation partagée des ressources.

Ces organismes, dont la Directrice de LASER devait donner la liste, sont loin d'être homogènes. C'est pourquoi tout bibliothécaire souhaitant utiliser un réseau automatisé doit soigneusement vérifier que les services rendus correspondent bien à ses besoins.

1. BLAISE / LOCAS

A été élaboré à partir du logiciel utilisé lors de la création des notices MARC de la Bibliographie nationale britannique (BNB), que le Département des services bibliographiques de la British Library a transformé en service de catalogage local (LOCAS), dépendant de BLAISE (qui est le Service d'information automatisée de la British Library). LOCAS fournit un service de catalogage automatisé aux bibliothèques et utilise le même terminal que les services de recherche d'information en conversationnel de BLAISE. Un service de catalogage en conversationnel fonctionne actuellement.

2. BLCMP Limited¹

BLCMP a été le premier service coopératif de catalogage automatisé du Royaume-Uni. Il comprenait à l'origine les Universités d'Aston et Birmingham ainsi que la Bibliothèque publique de Birmingham. Son service de catalogage automatisé, à traitement différé, commença à fonctionner en 1972. Un nouveau service de catalogage en conversationnel, appelé BOSS, en est toujours au stade expérimental. Il fournit un service sélectif de notices à partir des fichiers exhaustifs MARC de la BNB et de la Bibliothèque du Congrès et des fichiers de documents non traités par MARC. Un nouveau système de contrôle des prêts est en cours de mise au point.

3. SWALCAP

Le programme coopératif d'automatisation des Bibliothèques du Sud-Ouest (SWALCAP), d'abord limité au contrôle des prêts dans les universités de Cardiff, Exeter et Bristol, a maintenant mis au point un service de catalogage en conversationnel

1. Voir : *Bull. Bibl. France*, n° 2, février 1978, p. 83-135.

à traitement local. Il ne possède pas de fichier d'attente pour les notices MARC de la BNB ou de la Bibliothèque du Congrès et dépend de BLMCP pour ces notices.

4. SCOLCAP

Le programme coopératif d'automatisation des bibliothèques écossaises (SCOLCAP) a son centre opérationnel à la Bibliothèque nationale d'Écosse. Il ne possède pas encore son propre équipement informatique mais est sur le point de l'acheter. En attendant, les bibliothèques-membres utilisent le réseau BLAISE / LOCAS sous les auspices de SWALCAP.

5. LASER

Le réseau régional de Londres et du Sud-est de l'Angleterre est un organisme coopératif qui fournit, entre autres activités, un service de prêt inter-bibliothèques. LASER a converti son catalogue collectif, qui est maintenant exploitable sur machine. La banque de données est utilisable en conversationnel dans les locaux de LASER et dans une bibliothèque-membre. Les enregistrements de la banque de données sont à la disposition des bibliothèques-membres dans le format MARC, et il peut être intéressant d'utiliser le fichier comme banque de données en conversationnel pour le catalogage. Toutefois, la banque de données est surtout utilisée pour le prêt inter-bibliothèques.

Jean Plaister évoqua ensuite les tentatives de coordination des différents réseaux : en 1978, BLCMP, LASER, SWALCAP, SCOLCAP, le Comité de coordination de l'Université de Londres et Interlib (bibliothèques gouvernementales), ont mis sur pied le Groupement coopératif des bibliothèques afin de discuter des problèmes communs, d'échanger des données, etc.

Le Groupement coopératif des bibliothèques a été remplacé par le Groupement coopératif d'automatisation (CAG) qui comprend la British Library, BLCMP, LASER, SCOLCAP et SWALCAP.

La finalité du CAG consiste à optimiser les services fournis par la British Library et les organismes coopératifs et à mettre au point les projets de développement futur de ces services. Trois types d'action sont ainsi engagées par le CAG :

1. Il définit la politique de planification et d'interaction des services.
2. Il recommande des mesures ou des études.
3. Il effectue ou, le cas échéant, fait effectuer les études nécessaires en vue de projets futurs.

La Library Association, la Standing Conference of National and University Libraries (Sconul) et le Groupement des bibliothèques des *Polytechnics* (COPOL) ont chacun été invités à nommer un représentant auprès du CAG pour que celui-ci reflète les différents intérêts des bibliothèques du Royaume-Uni. Les invitations ont été acceptées et les membres nommés.

Le CAG a mis en place des commissions de travail chargées :

1. d'étudier puis définir des méthodes-standards d'échange des données bibliographiques entre organismes coopératifs et la British Library afin d'améliorer la diffusion des notices MARC, d'échanger les données EMMA (c.-à-d. les documents non traités par MARC), de fournir un service sélectif rapide de notices avec un temps de réponse minimum et un service de recherche des notices en conversationnel opérant à grande vitesse ;

2. d'étudier et soumettre des recommandations au CAG sur les nouveaux projets, les changements de format, les normes de catalogage et autres standards bibliographiques qui affectent la création, la maintenance et l'utilisation d'une base de données nationale intégrée.

Parallèlement à ces développements, le gouvernement britannique a pris conscience de la nécessité de créer un service de documentation national et de l'impact sur ce service de l'informatique et des transmissions électroniques. Le rapport de la Commission parlementaire sur le stockage et la recherche d'informations dans les bibliothèques britanniques, publié en 1980, émet les recommandations suivantes :

1. Le problème des répercussions des nouvelles technologies sur le droit d'auteur devra être traité d'urgence.

2. Le rapport sur le développement futur des bibliothèques préparé actuellement par l'Office consultatif des bibliothèques devra être publié dès que possible afin d'accélérer la définition d'une politique nationale des bibliothèques.

3. Les questions soulevées par les rapports entre les groupements coopératifs de bibliothèques et la British Library devront être reconsidérées par les parties concernées et la Commission consultative sur les réseaux.

4. Il est souhaitable de créer un réseau documentaire automatisé à l'échelon national.

5. Le Gouvernement devra nommer dès que possible un Secrétaire d'État de rang ministériel qui assume la responsabilité de la politique d'information et lui donner le personnel nécessaire.

6. Le Gouvernement devra mettre en place de toute urgence une Commission permanente représentant tous les intérêts concernés par la fourniture d'information par les moyens télématiques, afin d'examiner les problèmes soulevés par la création d'un réseau documentaire national, de formuler les besoins nationaux, de les rapprocher des développements internationaux, d'examiner les solutions possibles et de faire des propositions pour leur application par les organismes appropriés.

En conclusion, Jean Plaister estima que si l'avenir était encore incertain, les prévisions étaient intéressantes sinon encourageantes pour la mise en place d'un réseau automatisé coordonné.

L'intervention de Gérard Littler, conservateur à la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, sur la situation française², clôtura la journée.

*
**

Le dimanche 12 avril était consacré aux documents audiovisuels avec, en premier lieu, une communication de Geneviève Le Cacheux, conservateur de la Bibliothèque municipale de Caen, suivie d'une présentation de diapositives sur l'audio-visuel dans les bibliothèques publiques de Camden, par Brian Marpole. Camden est un *borough* (arrondissement) du nord de Londres, où l'on trouve à la fois des HLM, des quartiers résidentiels (Hampstead) et des bureaux (Holborn, aux portes de la Cité). Camden est un arrondissement riche et aucun problème de financement ne se pose aux bibliothèques (dont une des plus connues est celle de Swiss Cottage) qui peuvent ainsi se lancer dans les expériences les plus avancées — et les plus contestées.

Brian Marpole, après avoir souligné le peu d'enthousiasme de beaucoup de professionnels pour l'audio-visuel, traita des diapositives, présentées à Camden sous forme de volumes et pour lesquelles se pose la question de l'intégration ou non au milieu des livres, problème qui fut largement débattu au cours du débat qui suivit, en particulier à la lumière de l'expérience de la Bibliothèque publique d'information.

Les bibliothèques de Camden ont également une importante collection de *posters* de tout type, décoratif, éducatif, ethnique, l'expérience des *posters* de pop-musique, destinée à attirer les adolescents peu enclins à fréquenter une bibliothèque, ayant rencontré peu de succès.

Il fut ensuite question de l'utilisation des diapositives : par la section d'histoire locale, pour fixer les modifications architecturales d'un quartier, pour protéger les documents de valeur (en évitant leur communication), pour garder trace d'une exposition ou d'un festival, et bien sûr pour animer les heures du conte et les ateliers d'enfants.

Les responsables ont aussi acheté pour les enfants, qui semblent les plus gros consommateurs d'audio-visuel, des dessins animés — très commerciaux — des films, des disques, des jouets, la préoccupation essentielle étant de répondre aux souhaits des enfants, même s'ils ne rencontrent pas toujours ceux des bibliothécaires.

L'intervention — polémique — de Brian Marpole eut le mérite de présenter les réalisations les plus en pointe d'un réseau de bibliothèques — Camden — dont les particularités sont bien connues des bibliothécaires anglais.

Le troisième intervenant de la journée fut Dave Ferris qui traita du contrôle bibliographique des

documents audiovisuels à la British Library. Nous reproduisons ci-après le texte de son intervention :

« J'aimerais étudier, aujourd'hui, quelques problèmes posés par le contrôle bibliographique des documents audiovisuels au Royaume-Uni, décrire les actions récentes de la British Library dans ce domaine, puis évoquer quelques aspects du Catalogue britannique expérimental des documents audiovisuels ainsi que l'Audio-visuel MARC (AVMARC), le fichier automatisé des notices audiovisuelles, accessible en conversationnel. Je ferai enfin une courte démonstration de recherches sur ce fichier.

Deux principaux facteurs rendent l'organisation bibliographique des documents audiovisuels inefficace et peu organisée, surtout quand elle est comparée au système utilisé pour les livres. Il y a d'une part l'absence de dépôt légal, qui impose le dépôt d'un exemplaire de chaque publication imprimée à la British Library. Mis à part le profit que peuvent tirer de ces archives les générations futures de chercheurs et d'étudiants, le dépôt légal signifie aussi que des exemplaires des nouveaux livres publiés sont mis, peu après leur publication, à la disposition de l'agence bibliographique nationale (en l'occurrence, la Division des services bibliographiques de la British Library) qui peut ainsi fournir assez vite des notices d'autorité.

Le second facteur qui différencie les systèmes livres et non-livres est l'existence dans le premier cas d'un seul organisme assumant la responsabilité à la fois de la collecte des matériaux et de la fourniture des données du catalogue descriptif. Il n'existe pas d'institution comparable assurant pour les documents audiovisuels, la gamme de fonctions prises en charge par la British Library pour les livres. Un certain nombre d'organismes remplissent certains rôles pour certains types de documents et il peut être intéressant de les mentionner, étant donné que leur participation semble être essentielle dans un système organisé.

Pour les films, l'organisme prédominant est l'Institut britannique du film qui essaye de remplir les deux rôles que j'ai mentionnés, bien qu'il ne bénéficie pas du dépôt légal. Les Archives nationales du film, grâce à un dépôt volontaire et à un budget d'achat limité, aspirent à recueillir les films et certains documents télévisés. Le *Catalogue national britannique du film*, qui paraît tous les trimestres, a pour but de dresser la liste du maximum de nouveaux films 16 mm disponibles au Royaume-Uni. Cette publication inclut depuis quelque temps les vidéo-cassettes.

Les enregistrements sonores sont aussi couverts par un organisme national, l'Institut britannique des enregistrements sonores. Là encore, la source principale d'acquisition est constituée par le dépôt volontaire, qui semble rencontrer plus de succès qu'à l'Institut britannique du film (sans doute à cause de la différence de coût entre la fabrication d'exemplaires supplémentaires de films et d'enregistrements sonores). Malheureusement, aucun catalogue n'est encore diffusé.

Les documents audiovisuels, qui n'entrent pas dans ces deux catégories, sont les moins bien

2. Voir : *Bull. Bibl. France*, n° 1, janvier 1981, p. 7-10.

couverts. Les diapositives, les films fixes, les ensembles éducatifs, les présentations *multimedia* ne sont recensés par aucun organisme. Cette caractéristique sera particulièrement importante quand seront décrits les catalogues expérimentaux de la British Library.

La British Library a commencé à s'occuper directement des documents audiovisuels en 1974. Cette année-là, le Comité pour la technologie dans l'éducation a décidé de financer conjointement avec la British Library une étude en vue de la réalisation d'un service d'information et de catalogage national accompagnée de propositions pour la mise en place d'un tel service. Le rapport, publié deux années plus tard, recommandait principalement que la British Library mette en place un programme de développement en vue de créer une base de données multimedia aussi importante que possible dans les deux années à venir.

Le rapport admettait l'existence de problèmes dans la collecte rapide des données en l'absence de dépôt légal. C'est pourquoi il recommandait que, pour les besoins de l'étude, la British Library utilise une collection existante de documents, et c'est celle de la Bibliothèque centrale du département de l'Éducation de Londres qui fut proposée. C'était une collection importante, environ 15 000 documents, à l'époque, de différents types. Donc, entre 1977 et 1979, la British Library et le Département de l'Éducation de Londres réalisèrent l'étude sur les documents pédagogiques et c'est cette étude qui est à l'origine de l'édition du premier catalogue expérimental britannique des documents audiovisuels et permit l'examen de plusieurs problèmes techniques : était-il possible d'utiliser, pour le traitement des notices des documents audiovisuels, les normes bibliographiques et les systèmes automatisés créés pour les notices de livres ? Pouvait-on intégrer les deux types de notices ?

Des problèmes se posaient, en particulier pour le catalogage descriptif. L'étude a précédé la publication de la 2^e édition des normes anglo-américaines de catalogage dont l'édition de 1967 s'est révélée inadaptée aux documents autres que les livres. MARC, le système automatisé de la British Library, avait été créé pour traiter les notices des monographies imprimées, et était également inadapté aux documents audiovisuels. En ce qui concerne la recherche d'informations, l'étude a examiné l'application des deux systèmes utilisés par le Département des services bibliographiques pour ses notices-livres : la Classification décimale de Dewey et PRECIS (Preserved Context Indexing System — Système de création des mots-clés).

Les deux systèmes se sont révélés tout autant capables de traiter les notices des documents audiovisuels que celles des livres et aucune difficulté importante ne s'est présentée. Depuis la fin de l'étude, les deux autres problèmes techniques ont été résolus. La 2^e édition des normes de catalogage anglo-américaines a été publiée et une de ses principales caractéristiques est qu'elle accorde une importance similaire à tous les types de documents. Les catalogueurs critiqueront sans doute certaines

normes, mais celles-ci fournissent néanmoins une norme nationale applicable à tous les types de documents.

L'autre problème, celui du format informatique, a aussi été résolu. L'an dernier, la British Library a publié la 2^e édition du format MARC. Là encore, comme pour les normes de catalogage, on a décidé de définir un seul format qui puisse traiter tous les types de documents, livres ou non-livres, publications en série ou monographies.

Il est donc indiscutable qu'en ce qui concerne la publication d'une bibliographie audiovisuelle nationale, tous les problèmes techniques ont été résolus. Cette publication pourrait être engagée dès demain, si seuls étaient en jeu les normes bibliographiques et les systèmes automatisés. Toutefois, des problèmes subsistent en matière d'organisation. En ce qui concerne le Royaume-Uni, deux questions se posent, en raison des deux problèmes soulignés plus haut. Comment recueillir les documents en l'absence de dépôt légal et comment concilier les différentes normes techniques adoptées par les organismes intéressés ?

Trois méthodes peuvent être envisagées pour recueillir les données : d'abord, le dépôt légal des documents auprès de l'organisme approprié. Le succès de cette méthode dépend du type de document : si les fabricants de disques sont dans leur grande majorité favorables au dépôt légal, les producteurs de films et de bandes vidéo ne sont pas du tout enthousiastes. Il est peu vraisemblable qu'un système volontaire couvre tous les documents.

Une autre alternative consiste à utiliser les notices produites par diverses bibliothèques et coopératives de bibliothèques dans tout le pays. Là encore, on retrouverait des problèmes d'exhaustivité, de notices en double, de contrôle central des notices. Sans l'utilisation généralisée d'un numérotage standard, l'identification des doubles dans un système automatisé devient plus complexe, et même si on insiste auprès des bibliothèques sur un « standard » minimum d'entrée, il peut encore être nécessaire d'effectuer un travail considérable de contrôle. La troisième méthode d'entrée dans le système est celle du dépôt volontaire par les fabricants d'informations sur leurs nouvelles publications.

Le 2^e grand problème d'organisation, c'est l'existence de plusieurs organismes nationaux déjà présents dans plusieurs domaines. Comme leurs pratiques ont évolué indépendamment, nous devons essayer de concilier leurs différentes normes de catalogage, leurs méthodes de recherche de l'information et leurs formats informatiques. C'est un problème majeur, car tous les organismes sont indépendants et doivent être convaincus qu'ils tireront profit d'un changement de système.

J'aimerais maintenant passer des problèmes généraux à quelques-uns des résultats les plus tangibles de l'étude sur les documents pédagogiques. En 1979, la British Library publia toutes les notices qui avaient été traitées lors de cette étude sous le nom de *Catalogue britannique de documents audiovisuels : 1^{re} édition expérimentale*, et j'aimerais préciser certains points relatifs à ce catalogue ; d'abord la

couverture : La Bibliothèque centrale du Département de l'Éducation de Londres, sur laquelle s'appuyait la 1^{re} édition du catalogue, laissait à l'écart un certain nombre de types de documents, bien que depuis une réorganisation récente, sa couverture soit plus large. Pourtant, à l'époque de notre collaboration, elle ne comprenait pas de films 16 mm, ni d'enregistrements vidéo ou musicaux. Comme nous n'avions pas accès à ces types de documents, qui étaient d'ailleurs traités par d'autres organismes, ils étaient exclus du catalogue. Ainsi que je l'ai précisé, le Catalogue national britannique du film établissait déjà une liste des deux premiers, et nous espérons que l'Institut britannique des enregistrements sonores assumerait la responsabilité d'une discographie nationale. Nous ne souhaitons pas utiliser des ressources limitées pour faire un travail déjà effectué ailleurs. Quant au contenu du catalogue, il ressemble beaucoup à la Bibliographie nationale britannique. Les entrées contiennent en gros les mêmes détails et sont disposées en séquences classées, avec un index auteurs-titres et un index alphabétique de sujets.

Une fois terminée l'étude sur les documents pédagogiques, la British Library et le Conseil pour la technologie dans l'éducation se mirent d'accord pour produire en commun dans les années 80 un supplément à ce catalogue, ce qui laissait du temps pour préparer le rapport final et les recommandations de l'étude, et permettrait à la British Library d'élaborer sa politique à long terme dans ce domaine. Nous venons de publier un 1^{er} supplément au catalogue et un second supplément est en préparation. Il existe une différence importante entre le supplément et la 1^{re} édition qu'il convient peut-être de mentionner, c'est la manière dont l'information a été recueillie. La 1^{re} édition avait été réalisée à partir des collections d'une bibliothèque existante, ce qui est acceptable pour un programme de recherche, mais pose des problèmes évidents d'exhaustivité dans le cas d'une publication régulière. Pour le supplément, nous avons donc utilisé pour la plus grande partie des notices la 3^e méthode que j'ai mentionnée, c'est-à-dire l'information fournie par les producteurs. Nous avons contacté le maximum d'éditeurs que nous avons pu identifier et leur avons demandé de nous envoyer des détails sur leurs nouveaux produits. Pour les aider, nous leur avons fourni un formulaire d'information qu'ils devaient remplir. Nous avons ensuite transféré ces informations sur nos propres formulaires de travail, prêts à être entrés en ordinateur. Ce système semble bien fonctionner, en tout cas suffisamment bien pour qu'il serve de base à une bibliographie nationale. La grande majorité des éditeurs ont collaboré et les informations qu'ils ont fournies sont en général suffisantes pour nous permettre de produire des notices détaillées. Les problèmes qui ont pu se poser ont été, pour la plupart, facilement résolus par un coup de téléphone. Il peut être intéressant de noter que cette méthode est aussi utilisée par le Catalogue national britannique du film et, dans une large mesure, par la Bibliothèque du Congrès pour son catalogue audiovisuel.

En ce qui concerne la couverture, elle reste la même que pour la 1^{re} édition. Nous couvrons les diapositives, les films fixes, les montages audiovisuels, les ensembles éducatifs, les vues pour rétroprojecteurs, les *posters*, les enregistrements parlés, les cartes, etc. Sont toujours exclus les films, les enregistrements vidéo, et les enregistrements musicaux. Nous espérons à long terme que, même si des catalogues imprimés séparés continuent à être produits pour différents types de documents par des organismes différents, toutes les données seront au moins disponibles sur notre système informatique pour une recherche en conversationnel. Un élément me paraît particulièrement intéressant dans le travail que nous réalisons actuellement pour le 2^e supplément : c'est que nous incluons les documents informatiques utilisés dans l'éducation. Nous n'avons pas l'intention de couvrir les programmes domestiques disponibles actuellement sur le marché commercial, mais les documents spécifiquement élaborés pour l'enseignement.

J'ai déjà dit que nous espérons qu'après la publication du 1^{er} supplément, la British Library aurait défini une politique générale dans ce domaine. Ce n'est malheureusement pas le cas, et nous vivons toujours sur du provisoire, en publiant des suppléments annuels. J'espère personnellement que nous pourrions nous développer dans un avenir proche et publier notre catalogue 3 ou 4 fois par an.

J'aimerais à présent passer du catalogue imprimé au fichier informatisé accessible en conversationnel, AVMARC. Mais peut-être devrai-je d'abord préciser certains points sur BLAISE. BLAISE, qui est le sigle de Service d'information automatisée de la British Library, couvre les services informatiques fournis par le Département des services bibliographiques de la British Library. BLAISE a deux fonctions : c'est un service de recherche de l'information et de production de catalogue. J'aimerais parler brièvement de ce dernier, appelé LOCAS, Service de catalogage local. Les bibliothèques adhérentes obtiennent des catalogues produits par la British Library, soit à partir de notices déjà existantes sur les fichiers informatiques, soit à partir de données qu'elles fournissent elles-mêmes. Les fichiers utilisés dans ce service sont les fichiers MARC du Royaume-Uni et de la Bibliothèque du Congrès.

Le 1^{er} couvre les documents inclus dans la Bibliographie nationale britannique depuis 1950, le second les livres catalogués par la Bibliothèque du Congrès depuis 1968. Les bibliothèques fournissent l'ISBN ou tout autre numéro de contrôle de leurs nouvelles acquisitions ainsi que toute information locale supplémentaire dont elles peuvent avoir besoin pour leurs catalogues, comme les localisations. Pour les documents qui ne figurent pas dans les fichiers MARC, par exemple de nombreux livres en langue étrangère et, pour le moment, les documents audiovisuels, les bibliothèques doivent établir un catalogue original. Les catalogues sont adaptés aux besoins individuels de la bibliothèque en ce qui concerne leur disposition et le nombre d'informations, et peuvent être fournis sous plusieurs formes, les microfiches étant les plus utilisées. Pour l'instant, LOCAS

a 70 clients, ce chiffre incluant plusieurs systèmes coopératifs, comme les collèges de l'Université de Londres et SCOLCAP.

L'autre fonction de BLAISE est le service de recherche de l'information, accessible en conversationnel chaque jour ouvrable de 9 à 17 heures. On peut aussi effectuer des recherches en différé en dehors de ces heures, les résultats étant envoyés le lendemain. On utilise beaucoup plus de fichiers pour le service de recherche de l'information que pour le service de catalogage. Les fichiers MARC anglais et de la Bibliothèque du Congrès sont divisés en fichiers rétrospectifs et fichiers courants, ces derniers rassemblant les notices les plus récentes et les plus utilisées.

En plus des fichiers MARC, il existe un certain nombre d'autres fichiers, surtout dans le domaine médical. Par exemple MEDLINE qui couvre les articles de périodiques sur la médecine, TOXLINE pour la toxicologie et CHEMLINE qui est un fichier dictionnaire des termes chimiques.

J'aimerais maintenant revenir au fichier AVMARC qui peut être consulté, comme tous les fichiers MARC, à partir de plusieurs paramètres. En composant sur un terminal le code de recherche correspondant, on peut effectuer la recherche par nom d'auteur (nom de personne ou d'organisme), par titre, éditeur, date, cote Dewey, mot-matière, etc.

Pour l'instant, le fichier comprend 5 324 notices, qui correspondent aux documents catalogués pour la 1^{re} édition du BCAVM (Catalogue britannique de documents audiovisuels). Le fichier sera bientôt mis à jour en y ajoutant les 2 300 notices qui constituent le supplément. De plus, le fichier mis à jour, accessible en conversationnel, inclura environ 250 documents audiovisuels sur la bibliothéconomie, faisant partie des collections de la bibliothèque de la Library Association, maintenant intégrée au Département de référence de la British Library. Ainsi le fichier AVMARC comprendra bientôt 8 000 notices.

J'aimerais mentionner un moyen de recherche particulier au fichier AVMARC. Comme je l'ai dit, la recherche peut s'effectuer par sujet, auteur, éditeur, etc. mais nous avons pensé qu'il était important de pouvoir faire aussi la recherche d'après la nature du document. C'est pourquoi nous avons mis au point un système de codage qui décrit en détails les caractéristiques matérielles des documents. Ces codages ont été mis au point à l'origine par Malcolm Shiffrin, du Département de l'Éducation de Londres, pour le programme Eudised du Conseil de l'Europe (Système européen de documentation et d'information pédagogiques).

Les tables de codages permettent aux catalogueurs de créer un code alphabétique de 6 caractères qui décrit en détail toutes les caractéristiques matérielles nécessaires à l'utilisation du document. Ainsi, on peut effectuer une recherche sur tous les disques de 12 pouces, stéréo, 33 tours, en composant PMEFGA. Les utilisateurs de BLAISE pourront ainsi effectuer des recherches sur des types très spécifiques de documents. Ils pourront également tronquer leur formulation de recherche s'ils ne

souhaitent obtenir que des documents plus généraux, par exemple PMF recherchera tous les disques en quadrophonie, puis tous les disques quel que soit leur format ou leur vitesse de rotation. Pour les documents qui se présentent sous plusieurs formes, le codage est répété afin que chaque composant puisse être repéré. Les codes peuvent bien sûr se combiner avec d'autres éléments d'information pour rechercher, par exemple, tous les montages audiovisuels sur les pingouins publiés en 1978.

Une autre amélioration qui n'a pas été encore appliquée, mais qui est prévue dans le nouveau format MARC, permet d'effectuer la recherche sous des formats différents de celui sous lequel un document est disponible. Ainsi si un enregistrement est disponible sous forme de disque ou de cassette, les deux peuvent être codés, même si l'entrée du catalogue ne concerne qu'un seul format. On obtient ce résultat en répétant la sous-zone dans la zone appropriée.

Cette possibilité sera très intéressante pour les documents tels que les enregistrements vidéo le plus souvent disponibles sous plusieurs formats. »

La communication de Dave Ferris fut suivie d'une démonstration de recherche simulée de BLAISE, sur le fichier audiovisuel AVMARC.

Après une discussion générale autour de l'audiovisuel, fort animée, la journée fut close sur l'intervention de H. Pickering, représentant de la société britannique ALS (Automated Library Service), qui présenta son système de catalogage et de contrôle des prêts. (La société Plessey, contactée, avait décliné l'invitation des organisateurs.)

H. Pickering, lui-même ancien bibliothécaire, exposa le rôle joué par ALS depuis sa création en 1970 dans le fonctionnement des réseaux et sa capacité à traiter les services *multimedia*.

En ce qui concerne les réseaux, la contribution d'ALS est certes plus modeste que celle d'Euronet ou des Cadist. La plupart des bibliothèques fonctionnent en réseaux et si, il y a encore près de vingt ans, presque toutes les informations étaient traitées localement (enregistrement des prêts, statistiques, catalogues), aujourd'hui les données correspondant aux prêts peuvent être, grâce à l'informatique, saisies localement, stockées dans un ordinateur central et interrogées en n'importe quel point du réseau. Quant aux données catalographiques, leur traitement automatisé garantit un catalogue exact et constamment mis à jour. L'existence de terminaux compatibles permet ainsi au personnel de consacrer moins de temps au travail de routine et davantage au lecteur.

Il fut aussi question de l'arrivée sur le marché de terminaux tels que le butineur permettant à l'utilisateur de communiquer avec le réseau sans aucun intermédiaire.

En partant ensuite de la constatation que les besoins des différents réseaux de bibliothèques sont souvent semblables, H. Pickering évoqua ses efforts en vue d'encourager la coopération inter-bibliothèques autour d'Oldham, une des dix villes formant le Comté du Grand Manchester : les quatre biblio-

thèques automatisées de la région, bien qu'équipées de systèmes différents, auraient pu envoyer leurs données à un mini-ordinateur central pouvant contenir tous les fichiers catalogues et emprunteurs. Toutefois, des problèmes politiques et économiques ont retardé la mise en œuvre de ce projet riche de possibilités en matière de coopération et de prêt inter-bibliothèques.

Malgré cet échec, d'autres réseaux de bibliothèques se sont constitués, équipés de matériels ALS :

+ En Hollande, où vingt réseaux partagent un système ALS 6.

+ Liège où la ville et la province partagent le même ordinateur.

+ La région Rhône-Alpes où il existe déjà quatre installations ALS, coordonnées par Icare.

ALS peut traiter toutes sortes de documents : livres, tableaux, disques, diapositives ; les problèmes posés par la manipulation des objets encombrants peuvent être résolus par l'utilisation d'un terminal à écran de visualisation et le recours à un stylo optique.

H. Pickering conclut son intervention en insistant sur la nécessité d'une approche nouvelle pour les nouveaux documents, ALS étant toujours prêt à discuter avec les bibliothécaires, à accepter leurs critiques et à s'adapter à toutes les innovations en matière de bibliothèques.

**

Le lundi 13 avril avait été réservé aux visites, nombreuses et variées : les participants avaient le choix entre la Cathédrale de Canterbury, théâtre du meurtre de Thomas Becket le 29 décembre 1170, et la Bibliothèque de la Cathédrale, reconstruite en 1954 après avoir été détruite pendant la dernière guerre et qui possède de très riches collections de manuscrits et de livres anciens (théologie, histoire) et un fonds local sans équivalent dans la région.

La Bibliothèque de la Cathédrale est placée sous la responsabilité de la Bibliothèque de l'Université de Canterbury, qui était l'objet de la deuxième visite. Le campus de l'Université de Canterbury est situé dans un cadre de verdure agréable, à quelques kilomètres du centre-ville. Les bâtiments en sont modernes, la bibliothèque ayant été ouverte en 1968, et agrandie en 1974. La capacité totale est de 500 000 volumes et de 826 places assises, non compris 71 *carrels* dont certains sont insonorisés pour permettre l'utilisation de machines à écrire ou de magnétophones. Les collections, classées suivant le système de la Bibliothèque du Congrès, comprennent actuellement 390 000 volumes, 3 500 périodiques, 50 000 documents et rapports officiels, 120 000 microfilms et 40 000 diapositives. Un aspect original de cette bibliothèque est la collection de caricatures originales, principalement politiques, sociales et économiques, rassemblées à partir des archives des journaux de Fleet Street.

Le système de prêt, de technique Plessey, entièrement automatisé, est accessible en conversationnel,

la bibliothèque disposant de son propre mini-ordinateur. Selon la catégorie des lecteurs (pré-licence, post-licence, personnel), il est possible d'emprunter jusqu'à 24 livres. Comme dans beaucoup d'établissements similaires, un système de détection des vols a été installé.

L'après-midi fut consacré à la visite de plusieurs bibliothèques publiques : Deal, petite station balnéaire dont les plages auraient été le théâtre du débarquement des troupes de Jules César en 55 av. J.-C., Sandwich, petite ville de 5 000 habitants, et qui fut, avant l'ensablement de la baie, le principal des Cinq Ports, et Sturry, la plus petite des bibliothèques visitées, au centre du village. Toutes ces bibliothèques, très récentes — la plus ancienne a été inaugurée en 1973 — dépendent du réseau de bibliothèques du Comté de Kent et connaissent une très forte fréquentation.

Certains participants eurent, en outre, la possibilité de visiter le centre de documentation de la société Pfizer, à Sandwich. Pfizer, filiale d'une multinationale d'origine américaine, fabrique des médicaments, des produits vétérinaires, des engrais et autres produits chimiques et possède, à Sandwich, un important centre de recherche ainsi qu'une unité de production. Le centre de documentation joue un rôle primordial dans la recherche ; en plus des livres et périodiques, il est relié par terminaux à plusieurs bases de données scientifiques.

La soirée devait être occupée par une communication de David Buckle, représentant de l'Ohio College Library Center (OCLC) en Europe, celui-ci s'étant décommandé au dernier moment, Alan Ball accepta de parler de l'histoire des bibliothèques du Grand Londres entre 1856 et 1914, historique appuyé par la projection de nombreuses diapositives illustrant les bâtiments, leur esthétique, les poses de premières pierres, etc. Cette présentation, pleine d'humour, reprenait en grande partie le texte et l'iconographie d'un livre publié par Alan Ball en 1977³, et dont le compte rendu fut publié à l'époque dans le *Bulletin des Bibliothèques de France* (tome 24, n° 4, avril 1979).

**

La dernière séance, le mardi 14 avril, fut ouverte par Madame Philip, attachée du livre à l'Ambassade de France à Londres qui, après avoir brièvement évoqué les relations culturelles franco-britanniques, exposa les finalités de son action : développement des traductions d'ouvrages français, information des éditeurs et des bibliothécaires britanniques sur la production éditoriale française — rôle déjà rempli partiellement par la Bibliothèque de l'Institut français du Royaume-Uni — préparation d'expositions thématiques de livres. Le poste d'attaché du livre étant une création récente⁴, la rencontre de Canter-

3. Ball (Alan W.). — *The Public libraries of Greater London : a pictorial history, 1856-1914.* — London : Library Association, 1977. — 108 p. ; 30 cm.

4. Sur l'action du Ministère français des affaires étrangères en matière d'exportation de livres, voir *Livres hebdo*, 1981, vol. 3, n° 11, p. 60.

bury aura été pour Mme Philip, qui cherche à bien définir ses orientations de travail, l'occasion d'établir des contacts avec les bibliothécaires britanniques, qui déboucheront sans doute sur des relations suivies.

Russell Bowden, secrétaire général adjoint de la Library Association, présenta ensuite, à l'intention des bibliothécaires français, l'organisation et les activités de la Library Association. Organisation assez complexe tenant à la complexité des structures administratives britanniques elles-mêmes qui, aux yeux d'un Français peu averti de l'esprit britannique, pourraient même paraître illogiques. Toutefois, R. Bowden sut exposer clairement ce qui ne l'était guère, et conclut son intervention sur les possibilités de développement de la coopération inter-bibliothèques franco-britannique, sans doute satisfaisante au niveau personnel, mais qu'il conviendrait d'améliorer en impliquant davantage les institutions officielles telles que les ministères et les ambassades.

* *

Avant la clôture, les organisateurs insistèrent sur la réussite de la Conférence, tenant à la forte participation des bibliothécaires français et britanniques, à la haute tenue des communications, aux contacts personnels établis entre les participants.

Devant le succès rencontré par cette réunion, il est envisagé d'organiser une deuxième rencontre en 1982, en France cette fois-ci. Le lieu et le thème restent encore à définir précisément, mais il pourrait être question des relations éditeurs-bibliothécaires-libraires et du développement des moyens électroniques d'information.

Raymond BÉRARD

*Conservateur de la Bibliothèque
de l'Institut français du Royaume-Uni*

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

Vendredi 10 avril

Séance d'introduction, suivie d'une visite de la bibliothèque du Collège dirigée par le bibliothécaire, A.J. Edwards.

Samedi 11 avril : Les Réseaux.

- Euronet-Diane.
Barry Mahon, équipe de lancement, Euronet Luxembourg.
- Les Réseaux de bibliothèques au Royaume-Uni : l'exemple du réseau Laser.
Jean Plaister, LASER.
- Les Réseaux de bibliothèques en France.
Gérard Littler, Bibliothèque nationale et universitaire, Strasbourg.

Dimanche 12 avril : L'Audio-visuel.

- L'Audio-visuel dans les bibliothèques.
Geneviève Le Cacheux, Bibliothèque municipale de Caen.
- L'Audio-visuel dans les bibliothèques municipales de Camden.
Brian Marpole, London Borough of Camden.
- AVMARC, la banque de données audio-visuelles de la British Library. Suivi d'une

démonstration de recherche.

Dave Ferris, British Library.

- Discussion générale sur l'audio-visuel.
- Présentation du système de prêt et de catalogue automatisés ALS.
H. Pickering, ALS.

Lundi 13 avril

- Visites.
- Histoire des bibliothèques de Londres (1856-1914).
Alan Ball, London Borough of Harrow.

Mardi 14 avril : Les Relations franco-britanniques.

- Les Relations culturelles franco-britanniques.
Paule Philip, attachée du livre, Ambassade de France à Londres.
- La Library Association et la coopération inter-bibliothèques franco-britannique.
Russel Bowden, secrétaire général adjoint de la Library Association.

Au cours de cette conférence, l'interprétariat fut assuré par Graham Barnett, Bibliothèque publique de Bromley et par Raymond Bérard.